

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Vennat

Prénoms : Francis

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Boîte à outil pour proposer un après

Résumé de votre contribution :

Nous avons réuni à partir de textes d'experts, entre mars et mai, ce qui pourrait constituer un premier inventaire de constats et de pistes de réflexions.

05-05-2020

Francis Vennat, retraité

Guilhem Villaroya, développeur Web

Laurent Taton, entrepreneur

Boîte à outils pour proposer un Après

Le chaos que nous traversons est en grande partie dû à notre impréparation¹. En nombre suffisant, les masques et les tests nous auraient sans doute permis un moins grand nombre de morts, ainsi qu'une crise économique et sociale moins violente (Taïwan : 5 morts pour 28 millions d'habitants). Sur ce point, il apparaît que nous devons rebâtir notre système de santé pour qu'il soit mieux préparé aux chocs qui adviendront (médecine de la prévention, équipements et considération vis-à-vis des personnels [rémunération, temps de travail, conditions de travail]).

Plus globalement, ce chaos révèle des fragilités qui nécessiteront des choix de transformations qui devront s'adosser à une démocratie renouvelée si on veut qu'elles soient débattues avec et pour les citoyens, et qu'elles soient voulues, ou pour le moins consenties.

Mais le chaos que nous traversons est peu de chose par rapport aux violences et souffrances que, pays développés, nous infligeons aux autres peuples et à la nature.

*Le texte qui suit est inspiré par les nombreuses analyses des causes et les propositions qui ont été publiées ces dernières semaines pour envisager l'« Après ». Il ne s'agit pas des mesures urgentes de sortie de la crise, redémarrage de l'activité, aide aux secteurs les plus fragilisés, aux personnes démunies... même si celles-ci sont d'une grande importance (comment orienter les dépenses de la relance économique vers une économie plus verte²? Comment régler la dette, le recours à l'austérité? La traque de l'évasion fiscale? Quel rôle de l'UE?...). C'est un inventaire, établi à partir de nos lectures, et donc tout à fait partiel, pour ne pas oublier ce travail d'analyse et pour aider à en donner une lecture transversale. Les propositions, à creuser, certaines n'étant pas nouvelles, pourraient constituer une sorte de **boîte à outils pour questionner l'Après, et surtout pour aider à passer de la parole aux actes.***

Chaque alinéa est précédé de quelques mots de constat, suivis de quelques interrogations et pistes de travail (=>).

Vie quotidienne

Il nous faudra savoir ce que, citoyens, nous souhaitons : Habitudes de consommation (pensons à la réglementation qui a permis de diminuer globalement la consommation de tabac), comportement d'achat, modes de déplacement, participation à la vie de la cité, à la solidarité...

=> Quelles nouvelles pratiques de consommation voulons-nous favoriser? Donner des exemples concrets à partir de la vie de chacun, qui sont différents selon le lieu où l'on vit, notre famille, nos activités, nos revenus... Consommation de viande, consommation de produits de saison, contrôle de la composition d'un produit avant de l'acheter, renouvellement des vêtements, privilégier les déplacements propres (vélo), désertier les terrasses de cafés-restaurants chauffées à l'extérieur,

1 Le Monde du 5 mai 2020 « Le temps de l'armement sanitaire » Gérard Davet et Fabrice Lhomme

2 Le Monde du 5 mai 2020 appel de 90 patrons « Mettons l'environnement au cœur de la relance économique »

ouvrir-fermer la lumière, abandon des sacs plastiques pour faire ses courses... ?

Bruno Latour propose un questionnaire à poser individuellement, pour « décrire, d'abord chacun pour soi, puis en groupe, ce à quoi nous sommes attachés ; ce dont nous sommes prêts à nous libérer ; les chaînes que nous sommes prêts à reconstituer et celles que, par notre comportement, nous sommes décidés à interrompre ». Il en fait même un préalable : « C'est seulement par la suite, si vous vous donnez les moyens de combiner les réponses pour composer le paysage créé par la superposition des descriptions, que vous déboucherez sur une expression politique incarnée et concrète — mais pas avant. ».

Démocratie

-La démocratie institutionnelle (gouvernement, parlement, collectivités locales) ne suffit pas à l'exercice d'une démocratie avec égalité de la distribution des pouvoirs. L'apport des citoyens manque à la prise en compte des réalités de terrain. L'État doit apprendre d'un peuple multiforme, à des échelles multiples.³

=> Relégitimer la démocratie représentative en introduisant une dose de pouvoir citoyen, par exemple par l'exercice d'un contrôle (ex. : RIC [référendum d'initiative citoyenne⁴?]), d'une participation effective (ex. : Budget participatif, conventions citoyennes généralisées à tous les territoires... voir : <https://blogs.mediapart.fr/francis-vennat/blog/270420/pour-une-convention-citoyenne-apres>), et d'un suivi des politiques publiques (conditions d'application de la décision) ?

- Les modalités des élections uninominales à deux tours ne permettent pas l'expression des citoyens en faveur d'un candidat. Au deuxième tour, il ne reste que les candidats arrivés en tête et l'on est amené à voter contre plutôt que pour dans le cas où le candidat n'est pas celui qui a eu notre faveur au premier tour. Le comptage actuel ne donne pas le score exact des candidats.

=> Instauration du vote à jugement majoritaire. Chaque électeur attribue à chaque candidat une cotation (ex : très bien, bien...) et c'est le meilleur jugement majoritaire qui détermine le candidat victorieux⁵ ?

=> Introduire le comptage des votes blancs pour disposer de la proportion des électeurs qui s'est portée sur chaque candidat ?

-Les technologies de l'information permettent le captage des données, leur stockage et leur utilisation parfois à l'insu des utilisateurs pour des finalités de soumission, d'influence et d'orientation des comportements, agissant en cela contre la démocratie⁶. Le risque d'un « capitalisme numérique » qui posséderait nos identités et nos échanges est en cours, alimentant des sociétés de la surveillance (voir l'extension des reconnaissances faciales et des notations sociales), ainsi que la dépendance des États. Retrouver une « souveraineté numérique perdue » au sein de l'UE devait être un objectif⁷.

3 [□] Le Monde du 26 mars 2020 Bruno Latour

4 Nombreuses réserves, doit-être entouré de précautions, thèmes, préparation-information des citoyens...
https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_d'initiative_citoyenne

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Jugement_majoritaire

6 [□] Le Monde du ?

7 <http://www.slate.fr/story/189339/economie-politique-coronavirus-covid-19-pandemie-analyse-dominique-strauss-kahn-crise-economique-democratie>

- => Renverser l'utilisation des technologies de l'information pour qu'elles soient une source de savoir/pouvoir au service des citoyens en vue d'éclairer leurs choix de politiques publiques ?
- => Développer en tant que bien commun un service public européen des réseaux sociaux numériques comme alternative aux logiciels privés (Facebook) ?
- => Développer l'utilisation de logiciels libres⁸ dans l'administration, qui offrent une garantie d'indépendance ?

Gouvernance⁹

-Des décisions de politique publique ou d'organisation de la production ont des impacts sur plusieurs générations (énergie, produits industriels, de santé... réforme des retraites).

- => Soumettre toute nouvelle décision politique, nationale ou européenne, au crible de l'impact générationnel ?

-Les indicateurs de la bonne ou mauvaise santé économique font une part quasi exclusive aux résultats de l'appareil de production (centralité de l'indicateur de PIB qui totalise la valeur ajoutée des entreprises, sans compter les autres activités [ex. : activités ménagères, activités associatives, bénévoles], sans compter les effets négatifs [bruit, pollution], et tenant plus à l'ombre les résultats de bien-être [santé des personnes, environnement, qualité des emplois...]).

- => Adopter un référentiel public d'indicateurs de conduite des politiques publiques à partir des indicateurs qui existent déjà¹⁰ ?
- => Promouvoir ces indicateurs : développer des analyses, avec un bilan annuel, à partir de ces indicateurs nationaux et locaux (quand c'est possible local, disponibilité de sources).

-L'État centralisé prend peu en considération les caractéristiques socio-économiques des territoires. La conduite du déconfinement montre à quel point la coordination État-collectivités est vitale¹¹.

- => Promouvoir et enrichir les outils pour la conduite des politiques publiques territoriales ?
- => Reconsidérer l'articulation des responsabilités État-collectivités ?

-L'Union européenne joue un rôle réglementaire selon une idéologie libérale (libre concurrence, moins d'État, ouverture à la concurrence des communs).

- => Réorienter les bases idéologiques de l'UE avec des lignes de partage public/privé préservant les communs et les activités stratégiques des pays ?

8 Un logiciel libre est un logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication par autrui en vue de sa diffusion sont permises, techniquement, et légalement¹, ceci afin de garantir certaines libertés induites, dont le contrôle du programme par l'utilisateur et la possibilité de partage entre individus². Dans :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Logiciel_libre

9 Règles et méthodes organisant la réflexion, la décision et le contrôle de l'application des décisions au sein d'un corps social

10 [□] <https://www.strategie.gouv.fr/espace-presse/10-indicateurs-completer-pib>

11 Le Monde du 30-4-2020 Patrick Roger

-Les organismes de coopération internationale sont défaillants ou de faible utilité (ONU, OMS¹², G7).

=> Renforcer, et rendre efficaces, les règles et le fonctionnement européens pour une solidarité au sein de l'Europe ?

=> Pour une gouvernance mondiale des solidarités ?

Santé

-Quelques actions sont engagées pour améliorer la prévention en matière de santé, mais elles sont insuffisantes.

=> Proposer que les projets de santé des CPTS (communautés professionnelles territoriales de santé créées à l'initiative des médecins autour d'un projet médical et médico-social commun) portent sur la prévention ?

=> Former les médecins à la relation aux patients en complément de l'application des protocoles (ex. : éthique des traitements) ?

=> Développer l'éducation thérapeutique des patients, les moyens de leur prise en charge¹³ ?

-Nous avons abandonné la politique d'autosuffisance en matière de défense contre les épidémies (corps de réserve sanitaire avec création de l'Eprus, établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires)¹⁴. La logistique de production de masques a été décentralisée au niveau des entreprises¹⁵. La pénurie actuelle conduit à des pratiques condamnables (ventes aux enchères, renforcement de la corruption et des circuits mafieux parallèles...)¹⁶.

=> Ne pas laisser la logistique d'approvisionnement des ressources nécessaires (matériel, effectifs, infrastructures...) à la responsabilité du secteur privé. Pour une centralisation de leur gestion par l'État et les collectivités locales ?

=> Mise en place d'une régulation européenne des approvisionnements sanitaires essentiels ?

-Des décisions de politique publique de santé sont prises avec consultation d'experts pas toujours indépendants (conflit d'intérêts en travaillant pour des laboratoires, appartenant à des instances politiques).

=> Mise en place d'une instance permanente de consultation d'experts indépendants avec des missions limitées dans le temps.

12 Le Monde du 30-4-2020 dans un article « L'OMS que nous voulons pour demain », cinq signataires exposent les failles de l'organisation.

13 Selon la définition du rapport OMS-Europe publié en 1996, l'éducation thérapeutique du patient « vise à aider les patients à acquérir ou maintenir les compétences dont ils ont besoin pour gérer au mieux leur vie avec une maladie chronique. Elle fait partie intégrante et de façon permanente de la prise en charge du patient. Elle comprend des activités organisées, y compris un soutien psychosocial, conçues pour rendre les patients conscients et informés de leur maladie, des soins, de l'organisation et des procédures hospitalières, et des comportements liés à la santé et à la maladie. Ceci a pour but de les aider, ainsi que leurs familles, à comprendre leur maladie et leur traitement, à collaborer et à assumer leurs responsabilités dans leur propre prise en charge, dans le but de les aider à maintenir et améliorer leur qualité de vie. »

14 Le Monde du 1er avril 2020 Claude Le Pen

15 Le Monde du 25 mars 2020 Aurélien Rouquet

16 Le Monde du 31 mars Laurence Folliot Lalliot

-Les décisions politiques pour lutter contre l'épidémie font appel au civisme et à l'obéissance des professionnels de santé alors même que ceux-ci font état d'un manque d'aide de l'État¹⁷ (rémunération des chercheurs, investissements, routines administratives chronophages).

=> Reconsidérer la rémunération et la qualité des emplois des professeurs, chercheurs, infirmiers, médecins... ?

-La diffusion des informations (particulièrement les informations médicales dans la période) par les médias est parfois défaillante (partielles, erronées [ex. Il est inutile de porter un masque, le port du masque est obligatoire, « et je vais vous dire quoi, je ne sais même pas mettre un masque »], sorties de leur contexte).

=> Développer au sein des médias des compétences en mesure de contrôler la qualité des informations avant leur diffusion ?

=> Généraliser l'utilisation des outils détecteurs d'informations erronées, en informer les lecteurs-auditeurs au moins au même niveau d'information (émission, horaire...) que la diffusion initiale ?

=> Mettre en pratique par les médias une déontologie de l'utilisation du « micro-trottoir »¹⁸, qui ne devrait pas être utilisé en tant que représentatif d'une réalité objective ?

Pendant l'épidémie, des informations (documents habituellement réservés aux abonnés des revues médicales) ont été diffusées gratuitement aux médecins, ce qui leur permet d'être facilement à jour des connaissances.

=> Accès gratuit permanent à la culture médicale pour les médecins ?

-Des recherches sont entreprises pour trouver de nouvelles molécules aptes à soigner des maladies nouvelles, ainsi que des essais cliniques avec d'anciennes molécules¹⁹. Le même constat peut être fait avec les graines dans le domaine agricole.

=> Attribuer à un stock de molécules et de graines connues la qualité de patrimoine au service de l'humanité, accessible à tous les pays²⁰ ?

-Des produits de consommation nous fragilisent (moindre résistance aux virus, ou à d'autres exposition).

=> Interdire les perturbateurs endocriniens dans la composition de produits de consommation ?

=> Interdire les produits cancérigènes (ex.: additifs dans le tabac des cigarettes) ?

=> Interdire les boissons avec additifs sucrés ?

17 [□]Le Monde du 26 mars 2020 Armand Hatchuel

18 Technique qui consiste à interroger des personnes, le plus souvent dans la rue, pour leur poser des questions et collecter leur opinion spontanée sur un sujet.

19 [□]Le Monde du 26 mars 2020 Françoise Barré Sinoussi

20 [□]Didier Raoult

Économie

-Les chaînes de valeur éclatées sur plusieurs pays (mondialisation) entraînent une dépendance-fragilisation des pays entre eux et des entreprises entre elles, y compris en matière alimentaire (ex. : protéines animales), et de santé (masques, tests, pénicilline...).

=> Il y aura sans doute un mouvement mondial de relocalisation, les marchés seront plus locaux, d'où la nécessité d'une réponse adaptée aux clients proches, avec des petites séries²¹ ?

=> Envisager les relocalisations sans en faire un argument de repli sur soi (nationalisme²²) ?

=> Une taxe carbone sur les transports aériens pour inciter à limiter les transports de marchandises²³ ?

=> Poser la question de la localisation des productions alimentaires, de son effet sur les prix, sur les habitudes de consommation (quantités, qualité) et sur l'organisation locale (circuits courts, solution locale, mais insuffisante par exemple pour l'approvisionnement des grandes villes)²⁴ ?

=> Relocalisation des approvisionnements stratégiques (énergie, médicaments, appareils médicaux, aliments, informatique [composants électroniques], matières premières...) à des fins de souveraineté ?²⁵

-Des métiers d'utilité sociale (ex. : aide-soignant(e)s, professeurs des écoles) et de fonctionnement quotidien (ex. : vendeurs, transporteurs...) sont déconsidérés (contrats de travail courts, mal payés, certains classés comme non qualifiés, conditions de travail de mauvaise qualité, hors de la relation salariale [et de ses protections : congés, maladie, formation...] avec le développement des plateformes).

=> Reconsidérer la rémunération et la qualité des emplois des métiers dits non qualifiés ?

-La libre entreprise est associée souvent à une liberté d'inégalité sociale. Ex. : des limites de salaires ont été décidées chez Renault (56 000 € au lieu de 75 000 € de rémunération fixe mensuelle pour la directrice générale). Cette mesure est révélatrice de l'insoutenabilité éthique de tels niveaux de salaires.²⁶

=> Limiter les écarts de salaires et de revenus en général, interdire les parachutes dorés ?

=> Promouvoir le modèle SCOP qui implique l'entreprise appartient à tous les salariés et que les salaires sont décidés collectivement, ce qui ne met pas complètement ce modèle à l'abri des difficultés.²⁷

-Rôle a-social des prêteurs privés aux pays en difficulté. Les taux d'emprunt de la dette d'État (ex. : bons du Trésor) s'élèvent à mesure que les difficultés du pays augmentent (pour couverture du

21 [□] Le Monde du 26 mars 2020 Philippe Varin

22 [□] Financial Times Noah Yuval Harari

23 [□] Les

Échos <https://www.google.com/search?q=taxe+carbone+avions&oq=taxe+carbne+avions&aqs=chrome.1.69i57j0l7.9527j0j9&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

24 [□] France Culture 2 avril 2020 Les Matins Bruno Parmentier <https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins/bruno-parmentier-economiste-specialiste-des-questions-dagriculture-et-dalimentation-est-linvite-des>

25 [□] Idées soutenues par le président de la République, Le Monde du 2 avril 2020 Isabelle Chaperon

26 [□] Le Monde du 11 avril 2020 Eric Béziat

27 [□] Le Monde du ? « Malaise dans l'économie sociale » Margherita Nasi

risque d'impayé).

=> Enlever la résolution de la dette des États de la main des financeurs privés. Des négociations sont en cours pour gérer la crise actuelle ?²⁸

-Le secteur privé concurrentiel ne répond pas toujours aux nécessités sociales et économiques.

=> Développer une politique publique d'investissement et de fonctionnement des communs qui ne soient donc pas à la main du secteur privé (air, eau, énergie, santé, éducation, transports) ?

-Financiarisation de l'économie : Les entreprises cotées en bourse servent parfois des dividendes au détriment de l'investissement.

=> Pour un fléchage d'une partie des dividendes distribués pour abonder le budget des investissements publics des communs ?

-Les pratiques commerciales vis-à-vis des particuliers sont intrusives et tendent à infléchir les comportements.

=> Interdiction de démarchage à l'initiative des entreprises par téléphone, par courriel, ou affichage à l'intérieur des outils numériques ?

-Le télétravail et la téléformation sont une source d'économie de temps en même temps qu'un facteur de diminution de la pollution (moins de transport) ?

=> Mettre en place au sein de chaque entreprise et administration une offre de télétravail, mobilisable facilement ?

=> Compléter les infrastructures de télécommunications pour éliminer toutes les zones blanches, localisées principalement dans les zones rurales et les quartiers périphériques ²⁹?

=> Inciter tous les lieux d'éducation et de formation — entreprise privée, administration, université, collège, école — à développer et ouvrir gratuitement le télé accès à leurs cours et leurs outils pédagogiques ?

Climat, environnement

-Les entreprises n'ont pas toujours de comportements conformes aux enjeux de préservation de l'environnement. Les incitations fiscales ne suffisent pas toujours à infléchir suffisamment leur comportement (ex. : dieselgate).

28 Des spécialistes formulent des propositions : mobiliser les instruments de la Commission européenne, dont le MSE (mécanisme de solidarité européenne) qui permet d'accorder des « crédits de précaution », mobilisable rapidement ; solidarité à l'intérieur de la zone euro par l'achat par la BCE (par création de monnaie, sans creusement de la dette) de dettes ciblées sur les pays en difficulté ; créer des Eurobond, financement d'obligations émises par chaque pays de la zone euro, et garanties par la BCE ? Solutions non sans risques, en particulier l'inflation (la quantité de monnaie s'accroît plus vite que la quantité des biens et services échangeables) qui modifie l'ordre des richesses (qui a emprunté s'enrichit, qui a prêté s'appauvrit).

29 Le Monde du jeudi 26 mars Pascal Galinier et Soazig Le Nevé

=> Mettre en place un code de bonne conduite des entreprises avec amendes supportées par ses dirigeants ?

=> Favoriser l'économie circulaire ?³⁰

-Des rationnements contraints par les prix et les interdictions ont permis une meilleure protection de la santé (tabac, taxe sur les emballages plastiques)³¹ ?

=> Interdiction des pesticides, des produits hors sol-hors saison (importés ou produits en France), de l'élevage intensif, de la maltraitance animale ?

-Les déplacements (voiture, train, avion, bateau) contribuent à la dégradation de l'environnement.

=> Mettre en place un surcoût des déplacements selon des seuils de distance parcourue (ex. : taxe sur les billets d'avion proportionnelle aux revenus des voyageurs à partir du nième vol, ou nième kilomètre) ?

=> Généraliser la mesure mise en place avec Air France : pas de vols concurrents du train pour les destinations à moins de 2h1/2 de train ?

=> Indemniser les transports domicile-travail propres ?

=> Création et diffusion d'une « échelle risque voyageur » (santé, environnement) pour tous les modes de transport.

=> Interdire les voitures et camions, cars qui consomment des énergies fossiles et électriques au-delà d'un seuil plafond ?

=> Information de l'impact carbone des actes de la vie courante ?

=> Investir dans le ferroutage, s'appuyant sur le bon réseau de voies ferrées ?

-L'utilisation de produits phytosanitaires favorise les mutations, d'où une plus grande probabilité d'apparition de nouveaux virus. La concentration d'animaux porteurs de virus (ex pangolin, chauve-souris) et leur proximité avec la vie humaine favorisent leur propagation. Ceci conduit à l'apparition de nouvelles pandémies³².

=> Réglementer l'alimentation à partir d'animaux foyers de virus ?

=> Encourager la transition vers l'agroécologie ³³?

=> Limiter la déforestation, ainsi que l'empiétement des zones sauvages par de l'habitat ?

Social

-Les revenus des ménages non dépendants des soubresauts de l'économie sont une protection pour les personnes, et diminuent l'impact des crises, en particulier pour les populations démunies qui

30 Comme se plaisent à le répéter bon nombre d'associations « le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas » et dans un monde idéal, le seul déchet que nous devrions produire est celui d'origine naturelle, celui qui peut retourner à la terre n'importe où pour l'enrichir. Lorsqu'une feuille tombe d'un arbre, elle ne part pas en camion au centre de tri. Et lorsqu'un animal meurt dans un bois, il n'est pas incinéré. La vraie économie circulaire, ce n'est pas celle qui tente d'imiter la nature, c'est celle qui tente d'en faire partie.

31 [□]Le Monde du 26 mars 2020 Jean Tirole

32 [□]Le Monde du 25 mars 2020 Paolo Giordano

33 [□]Le Monde du 25 mars 2020, documentaire France 3 « Pièces à conviction »
<https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-que-lagroecologie>

sont surexposées (alimentation, formation, logement, transport...). Le confinement actuel met en lumière le besoin de solidarité et de coopération.

=> Reconsidérer notre système de protection sociale (minima sociaux, assurance chômage) pour attribuer à toute la population adulte (les jeunes de moins de 25 ans ne bénéficient pas du RSA), et pour toutes les professions et statuts (artisan, libéral, salarié...). Pour un revenu universel comme droit à l'existence, indépendant de la participation à l'activité productive, inconditionnel, ne remplace pas la protection sociale (actuellement expérimenté dans 19 départements) ?³⁴

=> Pour un renforcement des aides aux populations sans-abri³⁵ ?

=> Favoriser les lieux et structures de rassemblement et d'entraide ?

-Les populations en prisons, en centres de rétention administrative (enfermement des immigrés sans titre de séjour avant expulsion de France) ou en Ehpad sont fragilisées par la surpopulation, l'âge... d'où des souffrances, et un facteur de propagation des maladies.

=> Repenser la culture du soin, en décloisonnant les approches selon qu'il s'agit des hôpitaux et des maisons de retraite, des lieux de rétention, par exemple pour l'approvisionnement des équipements ?³⁶

=> Développer les aides pour un vieillissement chez soi³⁷ ?

-Les jeunes scolarisés seront les futurs responsables dans les entreprises, dans la fonction publique, dans leur vie privée...

=> Ouvrir un chapitre transversal écologie-économie-solidarité-vie collective dans les cursus d'enseignement, du primaire au supérieur (notions, histoire, enjeux), en commençant par des jeux éducatifs en primaire ?

34 Le Monde 30 mars 2020 Michaël Zémour

35 Le Monde du 25 mars 2020 Julien Damon

36 Le Monde du 5 avril 2020 Serge Guérin et Véronique Suissa

37 Le Monde du 24 avril Monique Boutrand